

À Gênes, le mois de juillet 2011 a été consacré à des débats et rassemblements pour le dixième anniversaire des grandes manifestations de Gênes contre le G8 et de la terrible répression qui les a accompagnées. Le week-end des 22, 23 et 24 juillet a été la conclusion de ces rencontres organisées par les syndicats, mouvements sociaux et forces politiques italiennes. Une opportunité pour faire le point sur les derniers développements survenus sur la scène politique et sociale et pour présenter les débats qui agitent les mouvements italiens à un moment où trois éléments majeurs marquent ce pays : l'effondrement moral et la crise profonde du régime Berlusconi, la crise économique et le poids de la dette et une vague de mobilisations sur les terrains sociaux et politiques dans laquelle on retrouve beaucoup des caractéristiques des mouvements des jeunes espagnols ou grecs.

Dès l'arrivée à Gênes et après de premières discussions avec ceux qui étaient les principaux organisateurs des manifestations de 2001, une réalité importante se rappelle à nous : l'Italie est très probablement, avec la Grèce, l'un des deux pays les plus politisés d'Europe, ce qui se traduit par deux faits qui pourraient sembler contradictoires, l'existence d'un maillage local et national très serré de mouvements et d'organisations dotés d'une forte stabilité - à commencer par celle de leurs dirigeants - et une extrême mobilité de ces structures dans leurs alliances et prises de position...

Les forces principales qui avaient été à l'initiative des mobilisations de 2001 étaient toutes présentes en 2011. Côté syndical c'est tout d'abord la CGIL[1], la principale confédération italienne, proche à l'origine du PCI, et surtout la FIOM, la puissante fédération de la métallurgie, qui a toujours été l'aile gauche de la confédération[2]. Ce sont aussi des syndicats indépendants, comme les COBAS[3], plus radicaux que les grandes confédérations et souvent mieux capables de coller aux revendications de la base. Le monde associatif est là aussi, en particulier avec ARCI, qui regroupe des milliers de centres culturels et d'associations locales et la Legambiente, la principale organisation environnementale italienne. Sont enfin présents les « *centres sociaux* », une spécificité italienne : d'anciennes usines ou bâtiments publics inutilisés sont investis par des militants qui les convertissent en centres sociaux où se multiplient représentations artistiques, concerts et rencontres culturelles et politiques qui attirent avant tout la jeunesse. Sur le plan politique, on retrouve toutes les forces situées à gauche du Parti démocrate, à l'époque rassemblées dans Rifondazione Comunista, mais nous y reviendrons.

En 2001 Gênes avait été le point de bascule à partir duquel le mouvement altermondialiste allait devenir en Europe un vrai mouvement de masse. Mais Gênes avait aussi permis aux Italiens d'expérimenter de nouvelles formes d'alliances entre mouvements implantés depuis des décennies - la CGIL, la FIOM ou ARCI - et des réalités beaucoup plus jeunes qui avaient pris leurs essors dans les années 1990 comme les centres sociaux, les COBAS et les syndicats indépendants et surtout Rifondazione comunista. Rifondazione avait été créé par ceux qui, dans le PCI, refusaient la social-démocratisation de ce parti, rejoints par ce qui restait des forces issues de mai 1968 et des syndicalistes comme Fausto Bertinotti, et s'est rapidement imposé comme un parti-mouvement capable d'être à la fois présent sur la scène électorale et partie prenante des mobilisations au même niveau que les forces syndicales ou associatives.

À partir de Gênes, les mobilisations allaient se développer à un rythme très rapide en Italie, sur de nombreux terrains : l'altermondialisme avec le Forum social européen de Florence, les questions sociales, les premières mobilisations contre Berlusconi, le refus de la guerre en Irak en 2003, etc. Mais cette vague de mobilisation marqua rapidement le pas par l'absence de victoire significative sur le plan international, avec l'intervention en Irak de la coalition dirigée par les États-Unis, avec participation italienne, et surtout sur la politique

économique et sociale où aucun coup d'arrêt sérieux n'a pu stopper l'avancée du néolibéralisme. La victoire en 2006 de la coalition de centre gauche dirigée par Prodi, avec la participation de Rifondazione Comunista, allait amplifier le recul : après quelques mois d'euphorie pour fêter la défaite de Berlusconi, la coalition allait poursuivre une politique similaire sur le plan économique et social, provoquant par là-même le désenchantement de beaucoup de ceux qui avaient participé aux récentes mobilisations puis la désagrégation de Rifondazione comunista...

Une nouvelle phase de remobilisations a commencé dès 2009, avec la conjonction de différentes luttes et campagnes. Sur le terrain environnemental et la défense des biens communs, deux campagnes majeures ont marqué l'Italie et étaient très présentes à Gênes cette année : la campagne contre la privatisation de l'eau, avec comme objectif un référendum qui a été largement gagné en juin 2011, et celle des vallées alpines du Piémont contre le train à grande vitesse, la ligne Lyon-Turin qui a braqué la grande majorité des populations locales. Sur le plan démocratique, ce sont les mobilisations citoyennes, et en particulier celle des femmes, contre Berlusconi. Sur le terrain social, c'est la métallurgie et donc la FIOM qui se trouve à l'avant-garde dans un combat pour conserver leurs acquis sociaux. Enfin des luttes étudiantes se sont développées dans toute l'Italie ces deux dernières années. La manifestation à Gênes, le 23 juillet 2011, a été le symbole de cette remobilisation, avec une participation bien supérieure à ce qui était attendu (les organisateurs ont annoncé 30 000 manifestants) et la présence de toutes les composantes et tous les fronts de lutte. Mais si tous ceux qui étaient à Gênes se félicitaient de cette remobilisation, trois préoccupations étaient partagées par de nombreux militants, l'une porte sur les nouvelles formes de l'engagement militant, la seconde sur les alliances à construire entre mouvements sociaux et démocratiques et la troisième sur les stratégies à mettre en œuvre sur le terrain politique.

Sur le terrain politique, les élections locales de juin 2011 et les référendums populaires qui les ont suivies ont confirmé s'il en était besoin l'effondrement de la crédibilité de Berlusconi et de son gouvernement : l'opposition de gauche a largement gagné les élections locales et les référendums populaires - contre la privatisation de l'eau, l'arrêt du nucléaire et le refus de toute impunité pour Berlusconi - ont non seulement été gagnés à une large majorité mais ont pu surtout - et c'était là l'enjeu majeur - dépasser les 50 % de votants, condition pour que leur résultats soient reconnus. Mais plus encore que les résultats, c'est la façon dont ils ont été obtenus qui est remarquable. Pour les référendums, et en particulier pour la défense de l'eau comme bien commun, partout des comités se sont créés qui ont animé la campagne au niveau local. Pour les élections locales dans plusieurs villes et régions, on a vu des processus similaires avec des milliers de citoyens, surtout des jeunes, qui se sont investis dans les campagnes électorales en imposant des thèmes et des candidats qui n'étaient pas ceux des grands partis.

À Milan, la capitale économique du pays jusque-là acquise à Silvio Berlusconi, ce processus a emprunté la voie des primaires. En Italie la loi électorale a changé plusieurs fois ces dernières années et il existe aujourd'hui un système proportionnel par régions qui donne une prime majoritaire à la coalition arrivée en tête de l'élection tout en gardant une place pour chacun des partis coalisés ; chaque électeur vote pour la coalition de son choix en choisissant son représentant (son chef) et pour le parti qui a sa préférence, ce qui détermine le nombre des sièges au parlement ou dans les conseils municipaux. Depuis le milieu des années 2000 la coalition de gauche et de centre gauche dominée par le PD a choisi le principe des primaires pour désigner celui ou celle qui sera son responsable, au niveau national comme au niveau local. De très nombreux jeunes et des militants

associatifs et syndicaux se sont emparés de cette disposition pour s'approprier l'élaboration du programme de la gauche à Milan et surtout pour désigner son responsable : et celui qui l'a emporté lors des primaires face au représentant du PD comme lors du vote final contre la coalition de Silvio Berlusconi est Giuliano Pisapia, un avocat très connu en Italie, qui a défendu les militants inculpés pendant les années de plomb et qui était encore récemment député de Rifondazione comunista.

À Naples, la grande ville du sud de l'Italie, l'élection a emprunté un chemin un peu différent : le PD a choisi de faire une alliance avec le centre pendant que les écologistes, la gauche plus radicale et des militants associatifs créaient une coalition menée par le juge anti-corruption Luigi De Magistris. C'est cette liste qui l'a emporté très largement, avec plus de 60% des voix, alors même que le PD refusait de faire alliance avec elle entre les deux tours...

Ces exemples ne prétendent pas dessiner la totalité du paysage politique issu des élections locales : le rejet de Berlusconi est tel que tous les moyens ont été utilisés pour battre ses listes, y compris celles menées par les représentants les plus classiques de la vieille gauche modérée, comme à Turin où les primaires ont été gagnées par Piero Fassino, ancien leader du PCI parmi les plus en pointe dans la transformation de ce parti en ce qui allait devenir le Parti démocrate... Mais ils présentent d'intéressantes analogies avec les mobilisations des « *indignés* », en Espagne, Portugal ou Grèce : une agrégation rapide et non anticipée par les états-majors politiques de jeunes et de citoyens qui se regroupent dans un souci de transformation radicale de l'état des choses mais en refusant toute création de structures ou mouvements plus pérennes et en ne s'investissant pas réellement dans celles qui préexistent. En Italie une première expérience aux caractéristiques proches de ces mouvements a eu lieu dès 2007-2008 : la mobilisation des « *Violetts* » qui ont manifesté dans tout le pays contre Berlusconi à l'appel de l'humoriste Beppe Grillo. En 2011, à la différence de l'Espagne où les citoyens et les jeunes se reconnaissant dans les « *indignés* » ne se sont pas directement inscrit dans la campagne de tel ou tel parti, les règles du jeu électoral italien ont laissé des espaces pour un investissement citoyen efficace dans les primaires de la gauche, efficace mais ponctuel et sans lendemain. Cette situation pose deux problèmes aux forces situées à gauche du PD, en particulier à SEL, Sinistra Ecologia Libertà^[4] (Gauche, Écologie et Liberté), et à la Federazione della Sinistra. Le premier est la conséquence du système des primaires. La gauche l'a choisi quand les règles électorales ont donné une prime à la coalition arrivée en tête ce qui est une incitation forte à concentrer ses voix sur les coalitions susceptibles de l'emporter, à l'image des élections à un tour, comme en Grande-Bretagne, où il est très difficile de se présenter contre le Labour Party car cela favorise les chances des conservateurs. Les primaires ont permis dans plusieurs cas une mobilisation citoyenne qui a changé la donne, mais elles instaurent un continuum entre le PD et les autres courants de la coalition qui obscurcit les différences entre les différentes options politiques et stratégiques. Cet obscurcissement pourrait être particulièrement dommageable en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections législatives, le PD se présentant déjà comme le champion du désendettement sans remettre en cause en quoi que ce soit les règles néolibérales, préparant ainsi une politique qui pourrait être très proche de celle de Papandreou en Grèce ou Zapatero en Espagne. Le deuxième problème découle du caractère ponctuel de l'investissement des jeunes et des citoyens dans les élections locales : les partis ne se renforcent pas et ne bénéficient pas de l'apport d'un sang neuf qui permettrait de renouveler les termes des discussions internes souvent dominées par l'histoire des courants constituants des partis situés à la gauche du PD...

Au-delà de la description du paysage politique de la gauche italienne, il faudrait faire une analyse plus précise de ces nouveaux mouvements - « indignés », « Violets », etc. - qui changent la donne dans de nombreux pays européens, voire sur d'autres continents[5]. On peut déjà noter trois caractéristiques communes à ces mouvements : des revendications très générales voire consensuelles (contre la corruption ou pour le droit au travail) qui permettent d'agréger les soutiens de l'opinion publique ; un deuxième niveau de discours centré contre le « système » (le capitalisme, les élites, etc.) et en faveur d'une véritable démocratie ; et un refus de toute délégation qui s'inscrit dans la culture politique altermondialiste mais en la radicalisant encore un peu plus en rabattant la légitimité au niveau de l'individu[6].

Les mouvements sociaux et citoyens présents à Gênes en juillet 2011 avaient également au cœur de leurs préoccupations les deux éléments majeurs de la situation politique et sociale italienne : la décomposition du berlusconisme et la crise économique. Leur crainte majeure est d'être confrontés à une situation pire encore que celle de 2006, où ils se sont retrouvés paralysés devant le gouvernement de centre gauche de Prodi qui n'avait rompu en rien avec les politiques néolibérales.

La première préoccupation des mouvements est donc de construire le chemin d'une action commune, ce qui implique à la fois un accord sur un corps minimal de revendications et l'affichage d'une convergence entre forces de natures différentes. Le premier obstacle à surmonter est interne au mouvement syndical, où le centre de gravité des grandes confédérations[7] s'aligne sur la politique des forces de centre gauche et s'oppose donc à une réelle remise en cause de la politique néolibérale du gouvernement. À Gênes, les discours étaient ainsi notablement différents entre la direction de la CGIL d'un côté, et sa fédération du secteur de la métallurgie, la FIOM, de l'autre... La FIOM se trouve aujourd'hui à l'avant-garde du combat syndical, avec une mobilisation très importante pour la défense du contrat de travail et les acquis sociaux.

Après une première phase de mobilisation en juillet 2010, et devant la concomitance de celle-ci avec les étudiants, qui multiplient les mobilisations depuis 2008, la FIOM s'est alliée avec d'autres mouvements et en particulier les centres sociaux du Nord-est[8] qui leur a permis de faire le lien avec la jeunesse dans un nouveau front, « Uniti contro la crisi, uniti per l'alternativa » (Unis contre la crise, unis pour l'alternative). Il s'en est suivi plusieurs très grosses mobilisations, le 16 octobre 2010, à l'initiative de la FIOM, et le 14 décembre de la même année où les étudiants étaient là très majoritaires. A Gênes, le 22 juillet 2011, l'assemblée « contre la crise » a été la plus importante des réunions publiques avec près de 1 000 participants et le prochain rendez-vous a été fixé à Rome le 17 septembre 2011 pour une grande assemblée de mobilisation. Sur le plan revendicatif, la FIOM et les centres sociaux se sont mis d'accord pour réclamer à la fois la défense du droit du travail et la défense du droit à un revenu pour tous. La difficulté ne porte pas sur les revendications mais sur l'élargissement du front unitaire : beaucoup de mouvements sociaux en Italie, en particulier les plus radicaux comme les COBAS, RCB, un autre syndicat indépendant, ou les centres sociaux, sont des formations hybrides entre mouvements de masse et courants politiques et, parmi ceux-ci, les centres sociaux du Nord-est sont très réticents à s'allier à d'autres courants ce qui ne manque pas de créer des débats et polémiques...

Le deuxième souci exprimé par les mouvements est de trouver la bonne distance avec les partis et forces politiques. L'expérience de la collaboration avec Rifondazione comunista dans les années 2000 reste douloureuse : ce parti avait été accepté comme un « quasi-mouvement » à égalité avec les autres syndicats et mouvements sociaux à partir des manifestations de Gênes, mais quand le parti décida en 2006 de se joindre à la majorité de

centre gauche, au parlement et au gouvernement, il exigea des mouvements avec lesquels il travaillait de rompre avec ceux qu'il estimait trop « *radicaux* ». Une exigence refusée par tous mais qui laissa un goût amer et le sentiment qu'il fallait en finir avec cette vision utilitariste des mouvements sociaux. Aujourd'hui la question est revisitée avec une double préoccupation. La première vise à préparer une situation dans laquelle la gauche mettrait en œuvre une politique d'austérité particulièrement rigoureuse pour satisfaire les marchés financiers et répondre à la crise de la dette ; c'est la motivation qui est à la base des débats sur la construction d'un front unitaire entre mouvements. La deuxième pose plus de problèmes et renvoie au bilan des élections locales de juin 2011. L'idée, soutenue par des militants issus de divers mouvements, serait de peser sur le programme de la gauche en s'investissant dans la bataille des primaires pour les législatives en faisant porter le débat non sur le candidat mais sur le programme politique et social du futur gouvernement. À nouveau, la difficulté sera la balance entre l'impact d'un investissement sur la scène politique qui pourrait changer les termes du débat et le prix à payer d'une association de fait à des forces politiques qui brouillerait l'indépendance des mouvements sociaux. Avec la difficulté supplémentaire d'avoir un mouvement de masse de citoyens et de jeunes - très présents à Gênes ce mois de juillet - qui seraient les premiers à s'investir dans une campagne de primaires portant sur le programme mais sans pour autant renforcer les organisations seules à même de contrôler sur le long terme la réalisation des « *promesses* » d'un gouvernement de gauche...

Certains des débats portés par les mouvements sociaux et les forces politiques de gauche en Italie sont marqués par les contingences locales, comme le rôle joué par les primaires.

Sur d'autres thématiques, on retrouve les mêmes interrogations dans de nombreux pays européens. Comment les nouvelles formes d'engagement militant, à l'image des « *indignés* » espagnols, portugais ou grecs, vont peser sur la scène politique et sociale et comment pourront-elles s'articuler aux structures plus anciennes que sont les syndicats et le monde associatif ? Comment enfin, question majeure alors que l'Europe et le monde s'enfoncent dans la crise, trouver les réponses et les revendications adéquates, ce qui est loin d'être le cas, sur la question de la dette en particulier.

Il y a en revanche un domaine où les mouvements italiens font preuve d'une maturité probablement supérieure à celle de nombreux autres mouvements européens : leur capacité à anticiper les problèmes que ne manquera pas de poser une éventuelle victoire de la gauche aux prochaines élections et à tenter de construire les alliances à même d'y répondre au mieux !

Août 2011

[1] La CGIL était présente aux débats pour les 10 ans de Gênes, mais elle n'avait pas appelé, à la différence de la FIOM et des COBAS, aux mobilisations de 2001.

[2] La FIOM était considérée dans les années 1990, à l'époque où Claudio Sabbatini en était le secrétaire général, comme le « *3^e parti communiste* » à côté de la majorité du PCI qui se transformait en ce qui allait devenir le Parti démocrate et de la minorité qui créait

[3] Les COBAS sont nés dans différentes entreprises et secteurs professionnels dès les années 1980 face à des confédérations jugées trop conciliatrices dans leur orientation syndicale. Aujourd'hui les deux principales forces sont l'Unione Sindicale di Base qui s'est formée en 2010 par le regroupement de plusieurs syndicats indépendants (RdB, partie de la CUB, SdL) et la Confederazione COBAS dont la force principale est les COBAS de la Scuola.

[4] SEL regroupement de forces issues de Rifondazione comunista, comme Nichi Vendola, le président du nouveau parti, de la gauche du PD et des écologistes a obtenu autour de 3 et 4 % lors des élections locales de 2010/2011, juste devant la Federazione della Sinistra qui regroupe la majorité de Rifondazione comunista et le Partito dei Comunisti Italiani fondé par Armando Cossutta, dirigeant historique du PCI, en 1998.

[5] Comme au Mexique avec le mouvement citoyen contre la violence et la corruption lancé par le poète Juan Francisco Sicilia.

[6] La culture politique du mouvement altermondialiste se retrouve dans la charte de principe du Forum Social Mondial qui entend favoriser la pluralité des opinions et des mouvements en refusant toute forme de délégation ou certains s'exprimeraient « *au nom* » du Forum ; mais la légitimité des prises de position se situent dans les mouvements sociaux, les ONGs ou les associations.

[7] Les 3 grandes confédérations italiennes étaient historiquement liées aux courants politiques dominants dans l'Italie d'après-guerre, CGIL et PCI, UIL et socialistes et CISL et démocrates-chrétiens. Depuis les années 1960 ces confédérations forment un front commun.

[8] Les centres sociaux existent dans toute l'Italie et ils sont animés le plus souvent par des militants issue de l'autonomie, courant très important dans les années 1970-1980. Ils sont aujourd'hui divisés en plusieurs sensibilités, la plus connue étant celle du Nord-est, qui regroupe des centres sociaux de tout le pays mais dont le point de référence reste Padoue avec Luca Casarini comme porte-parole. Les centres sociaux du Nord-est, idéologiquement assez proches des positions de Toni Negri, sont connus pour avoir lancé le mouvement des Tute bianche.